

REPUBLIQUE DE GUINEE

TRAVAIL – JUSTICE - SOLIDARITE



---

# RAPPORT SUR LES DELAIS DANS LA CHAINE D'EXECUTION DE LA DEPENSE PUBLIQUE

---

OCTOBRE - 2023

MINISTERE DU BUDGET

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

## TABLE DES MATIERES

I.	Situation des délais d'exécution en octobre 2023 .....	2
II.	Commentaires portant sur les résultats de l'analyse .....	5
A.	PHASE ADMINISTRATIVE .....	5
1.	Engagement .....	6
2.	Liquidation .....	7
3.	Ordonnancement/Mandatement .....	8
B.	PHASE COMPTABLE .....	9
1.	Prise en charge comptable de la dépense : .....	9
2.	Emission des ordres de virement (OV) ou de paiement (OP) : .....	9
3.	Paiement .....	9
III.	Analyse de l'évolution des paiements par rapport aux engagements .....	13

### LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 :	Situation des délais d'engagement .....	2
Tableau 2 :	Synthèse issue de la chaîne des dépenses. ....	10
Tableau 3 :	Situation des dossiers engagés par ministère/institution. ....	10
Tableau 4 :	Données sur les engagements et les paiements depuis janvier .....	14

### LISTE DES FIGURES

Figure 1:	EVOLUTION DES ENGAGEMENTS (Octobre 2018-2023) .....	7
Figure 2 :	SITUATION DES ENGAGEMENTS EN 2023 .....	7
Figure 3 :	EVOLUTION DES PAIEMENTS/ENGAGEMENTS .....	15

## INTRODUCTION

En application de l'instruction conjointe N°003/MB/MEF/2017 du 12 avril 2017, fixant les délais dans la chaîne d'exécution de la dépense publique et organisant les états de suivi budgétaire, la Direction Nationale des Systèmes Informatiques produit mensuellement les statistiques de fluidité des dossiers dans la chaîne d'exécution de la dépense publique. Ces données sont communiquées à la Direction Générale du Budget pour la production d'un rapport mensuel à l'attention du Ministre du Budget et du Ministre de l'Économie et des Finances.

### I. SITUATION DES DELAIS D'EXECUTION EN OCTOBRE 2023

L'exécution des dépenses du budget de l'Etat se décline en deux grandes phases (administrative et comptable). La phase administrative concerne : l'engagement, la liquidation et le mandatement ou l'ordonnancement. La phase comptable regroupe la prise en charge de la dépense par un comptable public et le paiement de la dépense.

Les phases et étapes énumérées ci-dessus sont encadrées par des délais comme l'illustre le tableau présentant les délais d'exécution en septembre 2023.

Ce tableau présente les différentes étapes du processus d'exécution de la dépense publique, il précise les délais impartis à chaque étape, comme l'indique l'instruction conjointe sur les délais d'engagement de la dépense.

**Tableau 1 : Situation des délais d'engagement**

Points de stationnement		Acteurs	Délais de référence	Délais observés
<b>PHASE ADMINISTRATIVE</b>				
<b>I. L'ENGAGEMENT</b>				
<b>Décision d'engagement</b>				
01	Décision d'engagement	Ordonnateur, ordonnateur-délégué	5 jours	<b>77,1%</b> (283 dossiers sur 367 ≤ à 5 jours)
02	Préparation des documents en appui à la décision d'engagement	DAF		

03	Saisie de la décision d'engagement	DAF		
04	Transmission du dossier d'engagement au CF	DAF		
<b>Contrôle et validation du dossier d'engagement</b>				
01	Réception du dossier par les services du CF	Agent du Contrôle Financier (CF)	1 jour	0
02	Affectation du dossier pour étude	CF	4 jours	<b>72,2%</b> (445 dossiers sur 616 ≤ à 4 jours)
03	Etude du dossier (ajournement ou acceptation)	Agent du CF		
04	Validation (ajournement ou acceptation) ou rejet	CF		
05	Transmission au DAF du dossier d'engagement accepté	CF		

	Points de stationnement	Acteurs	Délais de référence	Délais observés
<b>III. L'ORDONNANCEMENT/LE MANDATEMENT</b>				
<b>Ordonnancement ou mandatement des dépenses</b>				

**Source :** DGB-DNSI/Chaîne des dépenses

Points de stationnement		Acteurs	Délais de référence		Délais observés	
<b>Points de stationnement II.</b>		<b>LA LIQUIDATION Acteurs</b>		<b>Délais de référence</b>	<b>Délais observés</b>	
01	Réception du dossier de liquidation	DAF		1 jour	0% (observés) dossier sur les 492 n° a été traité	
<b>PHASE COMPTABLE</b>						
<b>Prise en charge comptable</b>						
02	par le CF Émission du mandat de paiement et des mandats de paiement l'accompagnant Validation du mandat de paiement	PGT DAF			14,8% (94 dossiers sur les 630 ont été traités dans un délai de 4 jours)	
<b>Actes posés en dehors du circuit informatisé de la chaîne des dépenses</b>						
03	03 Soumission du mandat de paiement à la signature de l'ordonnateur	DAF		4 jours	85,4% (529 dossiers sur les 622 ont été traités)	
	Mise en demeure du prestataire			1 jour à compter de		
<b>Mise en règlement</b>						
01	01 Validation et programmation des mandats de paiement	délégué PGT		d'engagement validé par le CF	84,8% (341 dossiers sur les 402 ont été traités dans un délai ≤ à 5 jours)	
05	05 Livraison/ prestation par le prestataire/ fournisseur	DAF		Dans les limites des délais contractuels		
03	03 le prestataire/ fournisseur	Prestataire/ fournisseur		5 jours		
02	02 Emission des ordres de recettes sur les dossiers de dépenses hors circuit de la dépense	PGT				
04	04 commission de réception	DAF		livraison/prestation		
03	03 Récapitulation des OV/OP en mandatement	Commission de réception				
05	05 la prestation ou des fournitures	Commission de réception en présence du BCRG		2 jours à compter de la date de la réception conforme	N/A	
04	04 Etude et émission des ordres de	Commission de réception en présence du BCRG				
02	02	Commission de réception				
<b>Paiement</b>						
03	03 Transmission du dossier de mandatement et des ordres de recettes au DAF	Commission de réception en présence du BCRG		2 jours	83,33% (335 dossiers sur les 402 pour lesquels les OC/OP ont été émis, et qui ont été reçus pour paiement, ont tous été payés).	
07	07 à l'ordonnateur pour certification du service	DAF		1 jour à compter de la date de réception du PV de réception conforme		
04	04 Recupération du dossier de mandatement et dépôt à la	physique DAF				
05	05 Paiement par la BCRG des OV/OP	BCRG		2 jours à compter de		
08	08 Certification du service fait	Ordonnateur/délégué		la date de transmission du dossier		
<b>Actes posés par l'ordonnateur/DAF dans le circuit informatisé de la chaîne des dépenses</b>						

09	Création du dossier de liquidation, saisie des pièces de liquidation et transmission du dossier au CF	DAF	5 jours	<b>51,4%</b> (214 dossiers sur 416 % ≤ à 5 jours)
10	Saisie des pièces de liquidation	DAF		
11	Transmission du dossier de liquidation au CF	DAF		
<b>Contrôle de la liquidation</b>				
01	Réception du dossier de liquidation	Agent du CF	4 jours	<b>87,8%</b> (201 dossiers Sur 229 ≤ à 4 jours)
02	Etude du dossier de liquidation	Agent du CF		
03	Validation ou rejet du dossier de liquidation	CF		
04	Transmission dossier de liquidation validé au DAF	CF		
05	Réception par le DAF du dossier de liquidation validé transmis par le CF	DAF	1 jour	<b>0%</b> (aucun dossier sur les 229 n'a été traité dans un délai < à 1 jour)

## II. COMMENTAIRES PORTANT SUR LES RESULTATS DE L'ANALYSE

### A. PHASE ADMINISTRATIVE

La phase administrative de la dépense est composée de l'engagement, de la liquidation et de l'ordonnancement ou du mandatement.

En octobre 2023, 367 projets d'engagement ont été initiés contre 893 au mois de septembre. Le nombre d'engagement validé par les Contrôleurs Financiers est de 616 dossiers, dont 445 respectant le délai de traitement de 4 jours, soit 72,2% des dossiers reçus par les Contrôleurs Financiers. Ainsi 171 des projets d'engagement reçus

sont restés encours de traitement dans le circuit de la dépense après le délai imparti. Les projets de liquidation se sont chiffrés sur la période à 416 dossiers, pour 229 validations, soit 62,40% des projets d'engagement.

En ce qui concerne les ordonnancements, 492 dossiers ont été traités par les DAF, parmi ceux-ci, 420 l'ont été dans les délais, soit 85,4%.

---

## **1. ENGAGEMENT**

L'étape engagement est subdivisée en quatre (4) parties, qui sont :

- l'initiation de l'engagement ;
- la transmission au Contrôleur Financier ;
- la réception par le Contrôleur Financier ;
- la validation du projet d'engagement par le Contrôleur Financier.

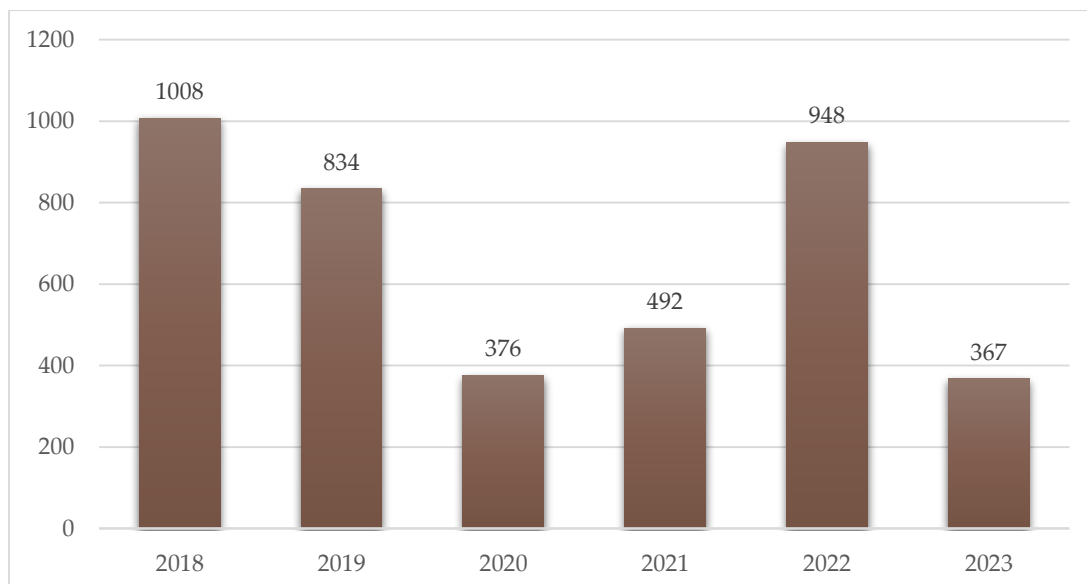
Le délai requis pour l'initiation de l'engagement et la transmission à la Direction Nationale du Contrôle Financier est de cinq (5) jours ouvrés, ainsi, pour le mois d'octobre 2023, 367 projets d'engagement ont été initiés sur la chaîne des dépenses, contre 893 au mois de septembre, soit 526 dossiers de moins pour la période. Cependant 283 ont été traités dans les délais requis (77,1%), contre (69,4%) en septembre. Ainsi, pour les 84 projets d'engagement restants, ils devraient être traités entre 6 et 41 jours, à compter de l'initiation de la procédure d'engagement.

Ainsi, les projets d'engagement non transmis aux Contrôleurs Financiers dans les délais au mois d'octobre 2023 sont au nombre de 84 dossiers, les ministères n'ayant pas respectés ce délai sont principalement le Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation pour 18 dossiers contre 43 engagés, le Ministère du Travail et de la Fonction Publique pour 11 dossiers et le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan pour 8 dossiers contre 66 engagés.

Pour l'étape engagement, le nombre de dossiers traité et validé est de 616, soit 249 projets d'engagement de plus que ce qui a été initialement engagé au compte du mois d'octobre.

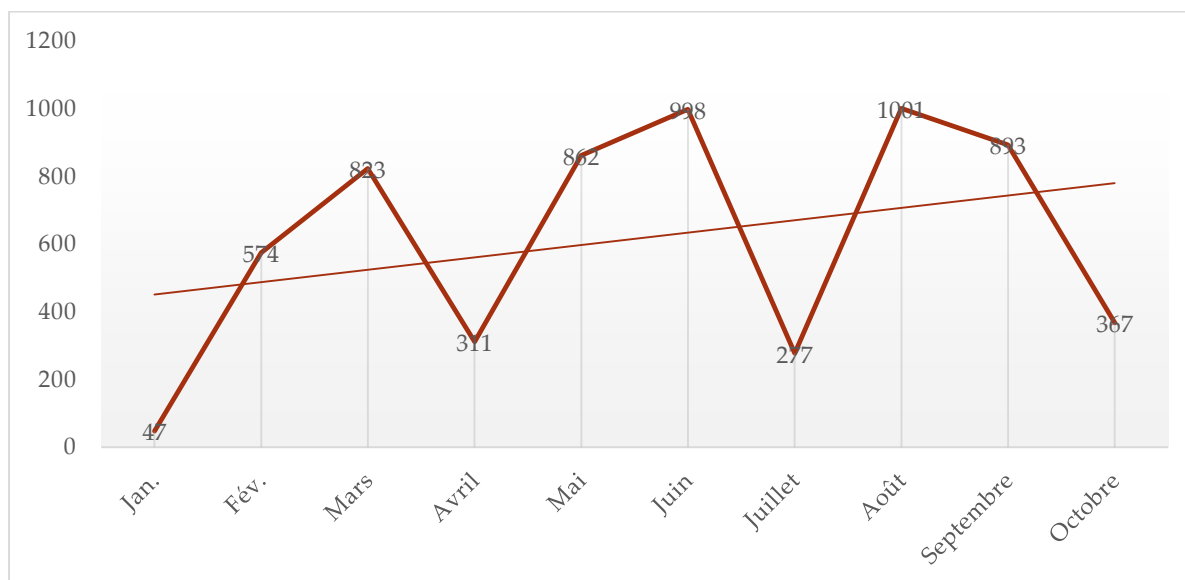
Ci-dessous le graphique sur l'historique des niveaux d'engagement aux mois d'octobre des six (6) dernières années depuis 2018, suivi de celui de l'évolution des engagements au courant de l'année 2023 depuis janvier.

**Figure 1: EVOLUTION DES ENGAGEMENTS (Octobre 2018-2023)**



**Source :** DGB-DNSI/Chaîne des dépenses

**Figure 2 : SITUATION DES ENGAGEMENTS EN 2023**



**Source :** DGB-DNSI/Chaîne des dépenses

---

## **2. LIQUIDATION**

Quant à la liquidation, qui est la deuxième étape de la phase administrative, elle comprend :

- La création du projet de liquidation ;

- La transmission du projet de liquidation au Contrôle Financier ;
- La réception du projet de liquidation par le Contrôleur Financier ;
- La validation ou le rejet du projet de liquidation par le Contrôleur Financier ;
- La transmission de la liquidation au DAF.

Conformément à l'arrêté régissant les délais, les différentes sous étapes de la liquidation doivent être réalisées dans un premier délai de cinq (5) jours au maximum pour la création et la transmission et quatre (4) jours pour la validation.

Ainsi, pour ce mois d'octobre 2023, pour 416 projets de liquidation initiés par les pools financiers des ministères et institutions, 214 dossiers ont été créés et transmis dans les délais par les DAF, représentant 51,4% des projets de liquidations initiés pour le mois, contre 39,3% au mois de septembre.

Pour le reste, les 202 projets de liquidations non finalisés dans les délais par les DAF, ils ont été traités entre 6 et 52 jours, voire plus.

Ces 202 projets de liquidation non traités dans les délais de 5 (cinq) jours par les DAF concernent principalement le Ministère de la Défense Nationale pour 26 dossiers contre 42 engagés, le Ministère de l'Economie et des Finances pour 18 dossiers contre 66 dossiers engagés, le Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation pour 17 dossiers et le Ministère du Travail et de la Fonction Publique pour 15 dossiers contre 27 dossiers engagés.

Au compte du mois d'octobre 2023, seulement 214 dossiers de liquidation ont été réceptionnés par les CF, respectant les délais impartis.

A noter que les actes posés en dehors du circuit informatisé de la chaîne des dépenses ne sont pas récapitulés car les acteurs n'interviennent pas tous, sur la chaîne informatisée des dépenses.

---

### **3. ORDONNANCEMENT/MANDATEMENT**

Au mois d'octobre 2023, les DAF des différents ministères et institutions ont réceptionné 492 dossiers liquidés par les CF, sur ces dossiers transmis pour ordonnancement ou mandatement, 420 ont été traités dans les délais, soit 85,4% pour la période, soit une légère augmentation de 5,3 points de pourcentage sur l'ensemble des ordonnancements du mois de septembre précédent.

## **B. PHASE COMPTABLE**

La phase comptable de l'exécution de la dépense publique est composée de la prise en charge de la dépense, de l'émission des ordres de virement ou de paiement et du paiement de la dépense par le Comptable Public.

---

### **1. PRISE EN CHARGE COMPTABLE DE LA DEPENSE :**

Le nombre de jour fixé pour la prise en charge d'une dépense par le comptable public est de 4 jours ouvrés à partir de la réception du mandat.

---

### **2. EMISSION DES ORDRES DE VIREMENT (OV) OU DE PAIEMENT (OP) :**

L'émission des OV/OP est prévue pour 5 jours, ainsi, au mois d'octobre, les Comptables Publics ont reçu 630 mandats de paiements, tous ont été pris en charge entre 2 et 30 jours, soit 100% pour la période. Les OV/OP ont été émis pour 402 mandats entre 1 et 30 jours, dont 341 émissions dans l'intervalle des 2 premiers jours.

---

### **3. PAIEMENT**

Les délais concernant les paiements à la BCRG ne sont pas encadrés par l'instruction conjointe fixant les délais dans la chaîne d'exécution de la dépense publique et organisant les états de suivi budgétaire sur les délais (vu que ces traitements sont effectués hors chaîne des dépenses). Toutefois, une programmation en amont de la chaîne des dépenses (plan d'engagement cohérent avec le plan de trésorerie) permettra de réguler les instances et de limiter l'accumulation des restes à payer.

Cependant, il ressort que, des 402 dossiers qui ont bénéficié d'un OV ou OP, 335 ont été payés au mois d'octobre 2023.

Ci-dessous le tableau 2, qui fait présente la synthèse issue de la chaîne des dépenses et le tableau 3, récapitulatif de la situation des dossiers engagés par Ministère :

**Tableau 2 : Synthèse issue de la chaîne des dépenses.**

PHASE INTERVALLE	ENGAGEMENT			ORDONNANCEMENT/ MANDATEMENT					PAIEMENT			
	Décision d'engagement t DAF (5jours)	Reception DAF->CF	Contrôle et Validation CF (4jours)	Création et transmission liquidation DAF (5jours)	Reception DAF -> CF	Validation de la liquidation CF	Reception CF->DAF	Ordonnancement ou mandatement DAF (5jours)	Reception DAF->PGT	Prise en charge PGT (4jours)	Emission des OV/OP PGT (5jours)	Paiement des OV/OP BCRG
1-2	272	419	439	197	165	162	493	396	39	77	341	23
3-4	7	48	6	9	23	39		1		17		
5	4	20	15	8	1	15		23	27	19		3
6-8	31	37	58	30	28	10		16	66	72	18	50
9-19	41	27	80	100	19	2		45	308	303	20	127
20-30	12	14	18	72		1		11	190	142	23	132
TOTAL	367	565	616	416	236	229	493	492	630	630	402	335

**Source :** DNSI/Chaîne des dépenses

**Tableau 3 : Situation des dossiers engagés par ministère/institution.**

Ministère /Institution	Octobre	Janvier - Octobre
Présidence de la République	0	221
Primature	8	89
Ministère de la Défense Nationale	42	202
MATD	2	506
M Sécurité Protection Civile	1	68
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	5	188
Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Guinéens de l'Etranger	3	412
Ministère du Plan et de la Coopération Internationale	9	226
Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan	66	529

Ministère /Institution	Octobre	Janvier - Octobre
Ministère du Travail et de la Fonction Publique	27	129
Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage	7	129
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	5	138
Ministère des Mines et de la Géologie	3	68
Ministère des Infrastructures et des Travaux Publics	8	145
Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire	2	73
Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises	3	149
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	7	453
Ministère de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des Personnes Vulnérables	7	95
Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation	43	209
Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi	7	132
Ministère de l'Information et de la Communication	4	39
Ministère de la Jeunesse et des Sports	14	254
Conseil National de la Transition	1	6
Cour Suprême	0	5
HAC	0	5
Secrétariat Général du Gouvernement	3	65
Secrétariat Général aux Affaires Religieuses	6	52
Ministère de l'Environnement et du Développement du Durable	0	238
Ministère des Transports	0	43

Ministère /Institution	Octobre	Janvier - Octobre
Grande Chancellerie des Ordres Nationaux	2	8
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	15	569
Administration et Contrôle des Grands Projets	0	5
Ministère de l'Energie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures	12	157
Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Economie Numérique	5	73
Ministère de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat	28	152
SGPCSS-LDCO	0	87
Ministère du Budget	12	182
Cour des Comptes	0	3
Dépenses Communes de l'Etat	10	49
<b>TOTAL</b>	<b>367</b>	<b>6 153</b>

**Source :** Chaîne des dépenses

**Une attention particulière devra être accordée aux dossiers non traités suivant les différentes étapes du circuit de la dépense.**

Une attention particulière doit être accordée à la célérité dans la transmission des dossiers physiques qui devrait suivre la transmission électronique, car le volume de dossiers non traités suivant les différentes étapes prend de l'ampleur dans le circuit de la dépense. Le respect de cette étape participe à l'amélioration de la collaboration entre les Chefs de Division des Affaires financières (DAF) et les Contrôleurs Financiers d'une part et entre les Ordonnateurs et les Comptables Assignataires (Payeur Général du Trésor et Agent comptable central du Trésor) d'autre part.

En effet, il est constaté ce qui suit :

- Sur **367** décisions d'engagement signées par les ordonnateurs (y compris les dossiers relevant des Gouvernorats), **565** dossiers ont été réceptionnés par les

Contrôleurs Financiers, soit **198** dossiers de plus que ce qui a été initialement déposé.

- Sur **565** projets d'engagement reçus par les Contrôleurs Financiers, **616** ont été validés, **249** dossiers devraient être y être en cours de validation pour la période.
- Sur les **616** dossiers validés par les Contrôleurs Financiers, **416** ont été créés et transmis pour la liquidation.
- Sur **416** projets de liquidation, **236** dossiers ont été réceptionnés par les Contrôleurs Financiers.
- Sur **236** dossiers réceptionnés par les Contrôleurs Financiers, **229** ont été liquidés et transmis aux DAF, donc **7** dossiers y sont restés pour traitement.
- Ainsi sur **416** projets de liquidation, **229** dossiers ont été validés par les Contrôleurs Financiers pour la période et tous ont été reçus par les DAF.
- Après la validation des dossiers, les contrôleurs financiers ont déposé en retour **493** au lieu de **229** qui avaient été validés à l'étape précédente, comme l'indique la chaîne des dépenses.
- Pour **492** dossiers ordonnancés ou mandatés, **630** ont été déposés au Payeur Général du Trésor, soit **138** dossiers de plus que ce qui a été mandaté ou ordonnancé. En ce qui concerne les **630** dossiers, ils ont tous fait l'objet de prise en charge par les Comptables Publics.
- Sur **630** prises en charge comptable, **402** dossiers ont bénéficié d'émission d'Ordre de Virement (OV) ou d'Ordre de Paiement (OP) et **335 dossiers ont été payés.**
- En somme, sur les **367** projets d'engagement, **335 dossiers** ont été payés au titre du mois d'octobre, contre **893** projets d'engagement et **311** paiements au compte du mois de septembre 2023.

### III. ANALYSE DE L'EVOLUTION DES PAIEMENTS PAR RAPPORT AUX ENGAGEMENTS

Une attention particulière a été portée sur la corrélation entre les engagements et les paiements depuis le début de l'exercice 2023. Cette analyse révèle le

comportement des paiements par rapport aux engagements de janvier jusqu'à maintenant.

La **figure N°3** ci-dessous présente l'évolution des paiements par rapport aux engagements depuis janvier. Il a été observé que, seulement aux mois d'avril et de juillet le nombre cumulé des paiements dépasse celui des engagements. Ce qui donne une tendance positive à la courbe représentant l'évolution des paiements par rapports aux engagements au cours de l'année, mais seulement pour les deux (2) mois susmentionnés.

Cette tendance croissante de la courbe en ces 2 mois reflète en quelque sorte la bonne résilience de l'économie face aux facteurs endogènes, c'est-à-dire que les recettes projetées ont été mobilisées, ainsi les dépenses ont été exécutées comme prévu.

L'Etat a donc pu payer toutes les dépenses engagées comme attendu, en d'autres termes, il a pu honorer ses engagements vis-à vis de ses partenaires en avril et en juillet 2023.

**Tableau 4 : Données sur les engagements et les paiements depuis janvier.**

	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.
Engagements (1)	47	574	823	311	862	998	277	1001	893	367
Paiements (2)	22	198	396	352	382	206	376	110	311	335
Taux d'Accroissement (2)/(1)	-53,19%	-65,51%	-51,88%	13,18%	-55,68%	-79,36%	35,74%	-89,01%	-65,17%	-8,72%

**Source :** DGB-DNSI/Chaîne des dépenses

**Figure 3 : EVOLUTION DES PAIEMENTS/ENGAGEMENTS**



**Source :** DGB-DNSI/Chaîne des dépenses

## CONCLUSION

A l'issue des analyses, il a été observé globalement une nette contraction des paiements par rapport aux engagements, par contre il y a aussi eu accroissement du nombre de dossiers déposés et qui n'arrivent pas à maturité dans le circuit ou jusqu'au paiement.

Fait à Conakry, le.....

**Ahmed Karifa DIAWARA**

### Pièces jointes :

- *Tableau de synthèse des délais (5 pages) ;*
- *Tableaux détaillés des délais par ministère et institutions (2 pages couvrant toutes les sections budgétaires) ;*
- *Tableau récapitulatif des engagements et paiements depuis janvier. (1page).*
- *Trois (3) graphiques.*